

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service Comptable de l'État



Situation Mensuelle de l'Etat

Mars 2010



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux Lois de finances 2010.

Autorisation d'engagement

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiements présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Période complémentaire

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N+1 au 20/01/N+1.

Titre

Dans le cadre de la loi organique du 1^{er} août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Catégorie

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la communauté européenne.

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

R & D

Remboursements et Dégrevements

FMI

Fonds Monétaire International

Le solde d'exécution budgétaire de l'exercice à fin mars 2010 s'élève à -28 877 millions € contre -46 318 millions € l'année dernière à la même échéance. A périmètre constant, le solde budgétaire 2009 s'établissait à -46 845 millions €.

Les dépenses du budget général

Fin mars, les dépenses du budget général s'élèvent à 76 906 millions €. Hors remboursements et dégrèvements (18 628 millions €), elles s'établissent à 58 278 millions € contre 65 411 millions € en 2009 à périmètre constant.

Les dépenses d'intervention (35 056 millions €) constituent le premier titre de dépenses, en diminution par rapport à 2009 (-13 741 millions €). Cette évolution résulte principalement de la diminution des transferts aux entreprises (-12 099 millions €) et notamment des remboursements et dégrèvements d'impôts sur les sociétés et de TVA.

Avec 29 624 millions €, les dépenses de personnel constituent le second titre de dépenses.

Outre les remboursements et dégrèvements, l'analyse des dépenses par missions met en relief les dépenses consacrées à l'Enseignement scolaire (20,3 % des dépenses totales), à la Recherche et enseignement supérieur (8 %), la Défense (6,9 %) et aux Engagements financiers (4,9 %).

Les recettes du budget général

A périmètre courant, les recettes brutes du budget général s'élèvent fin mars 2010 à 52 305 millions € contre 59 670 millions € fin mars 2009.

Les recettes nettes du budget général s'établissent à 33 677 millions € contre 29 428 millions € en 2009.

Les recettes fiscales brutes s'élèvent à 77 210 millions € (58 582 millions € nettes des remboursements et dégrèvements contre 49 254 millions € en 2009).

Corrigées des changements de périmètre, les recettes fiscales brutes diminuent de 2,4 % par rapport à 2009. Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 58 582 millions € contre 48 824 millions € en 2009.

L'impôt sur le revenu brut s'élève à 16 003 millions € contre 16 337 millions € en 2009, en diminution de 2 %.

Les recettes brutes d'impôt sur les sociétés s'établissent à 9 256 millions € contre 11 241 millions € en 2009, soit une diminution de 17,7 %. Elles enregistrent ce mois-ci les recouvrements au titre du premier acompte à échéance du 15 mars pour 7 653 millions € et de l'imposition forfaitaire annuelle pour 571 millions €.

Les recettes brutes de TVA s'élèvent à 42 218 millions € contre 42 254 millions € en 2009.

La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) s'établit à 3 123 millions € contre 3 139 millions € en 2009.

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales s'établissent à 21 216 millions €, dont 7 949 millions € au titre de la compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle.

Les recettes non fiscales enregistrent notamment le versement de la contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés pour 103 millions €.

Les opérations des Comptes Spéciaux

Les comptes spéciaux présentent, à périmètre constant, un solde cumulé hors FMI de -4 276 millions € contre -2 672 millions € en 2009.

Les principaux postes cumulés de dépenses des comptes spéciaux sont constitués des avances aux collectivités territoriales pour 13 521 millions €, des pensions pour 12 132 millions € et des opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat pour 3 558 millions €.

En matière de recettes, on relève 12 364 millions € au CAS Pensions, 8 418 millions € au compte d'avances aux collectivités territoriales et 4 216 millions € au titre d'opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat.

La trésorerie

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin mars présente un solde créditeur de 4 280 millions €, soit un encaissement net de 16 769 millions € au cours du mois écoulé.

Parmi les encaissements du mois, 27 595 millions € proviennent des impôts et taxes, 2 738 millions € d'autres encaissements et 22 959 millions € sont issus des émissions d'emprunts.

Les principaux flux de décaissements de la période écoulée concernent des dépenses de personnel (12 741 millions €), des dépenses d'intervention (12 315 millions €), des remboursements et restitutions sur impôts et taxes (5 710 millions €) et d'autres décaissements (5 618 millions €).

La dette financière

L'encours de la dette financière de l'Etat au 31 mars 2010 s'établit à 1 201 450 millions €.

Les principales variations constatées au cours du mois de mars concernent des émissions d'OAT pour 15 443 millions €, de BTAN pour 7 890 millions € et de BTF pour 39 519 millions €, ainsi que des remboursements d'OAT pour 41 millions €, de BTAN pour 1 722 millions € et de BTF pour 33 542 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL**GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 011	1 013	1 013
Dépenses de personnel	29 624	29 245	30 226
Dépenses de fonctionnement	7 758	10 550	9 467
Charges de la dette de l'Etat	2 910	3 108	3 108
Dépenses d'investissement	547	2 876	2 876
Dépenses d'intervention	35 056	48 797	48 613
Dépenses d'opérations financières	0	64	64

Total des Dépenses

76 906 95 653 95 367

Total des Dépenses (hors R et D)

58 278 65 411 65 125

Recettes fiscales	77 210	79 066	79 496
Recettes non fiscales	2 375	1 566	1 449
Prélèvements sur recettes	-27 883	-29 504	-21 626
Fonds de concours	603	351	351

Total des Recettes

52 305 51 479 59 670

Total des Recettes (hors R et D)

33 677 21 237 29 428

SOLDE GESTION N

-24 601 -44 174 -35 697

GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :

0 0 0

SOLDE GESTION N+1

0 0 0

II. COMPTES SPECIAUX**GESTION COURANTE:**

Comptes d'affectation spéciale	665	1 975	1 975
Comptes de concours financiers	-5 558	-4 563	-12 512
Comptes de commerce	653	-55	-55
Comptes d'opérations monétaires	-36	-28	-28

SOLDE CS GESTION N

-4 276 -2 671 -10 620

SOLDE CS GESTION (hors FMI)

-4 276 -2 672 -10 621

GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :

0 0 0

SOLDE CS GESTION N+1

0 0 0

SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)

0 0 0

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année

-28 877 -46 844 -46 317

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)

-28 877 -46 845 -46 318

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE EN GESTION

(EXERCICES 2009/2010 DU 01/01/2010 AU 31/12/2010)

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
---	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037
SOLDE BUDGET N-1	-4 073	-1 191	-1 191

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE(hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 011	1 013	1 013
Dépenses de personnel	29 624	29 245	30 226
Dépenses de fonctionnement	7 758	10 550	9 467
Charges de la dette de l'Etat	2 910	3 108	3 108
Dépenses d'investissement	547	2 876	2 876
Dépenses d'intervention	35 056	48 797	48 613
Dépenses d'opérations financières	0	64	64
Total des Dépenses	76 906	95 653	95 367
Total des Dépenses (hors R et D)	58 278	65 411	65 125

Recettes fiscales	77 210	79 066	79 496
Recettes non fiscales	2 375	1 566	1 449
Prélèvements sur recettes	-27 883	-29 504	-21 626
Fonds de concours	603	351	351
Total des Recettes	52 305	51 479	59 670
Total des Recettes (hors R et D)	33 677	21 237	29 428

SOLDE BUDGET N	-24 601	-44 174	-35 697
-----------------------	----------------	----------------	----------------

II. COMPTES SPECIAUX

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	7 166	8 234	8 234

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE:

Comptes d'affectation spéciale	665	1 975	1 975
Comptes de concours financiers	-5 558	-4 563	-12 512
Comptes de commerce	653	-55	-55
Comptes d'opérations monétaires	-36	-28	-28
SOLDE CS BUDGET N	-4 276	-2 671	-10 620
SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	-4 276	-2 672	-10 621

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année	-25 524	-39 512	-38 985
---	----------------	----------------	----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)	-25 784	-39 802	-39 275
--	----------------	----------------	----------------

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		17 798	17 224	17 804
Cotisations et contributions sociales		11 572	11 774	12 171
Prestations sociales et allocations diverses		254	247	251
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	117 206	29 624	29 245	30 226
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 011	1 013	1 013
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		2 340	4 318	4 201
Subventions pour charges de service public		5 418	6 232	5 266
Total des dépenses de fonctionnement		7 758	10 550	9 467
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		2 910	3 108	3 108
Total des charges de la dette de l'Etat		2 910	3 108	3 108
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		467	2 569	2 569
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		80	307	307
Total des dépenses d'investissement		547	2 876	2 876
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		7 938	9 593	9 564
Transferts aux entreprises		17 803	29 902	29 810
Transferts aux collectivités territoriales		3 652	3 444	3 444
Transferts aux autres collectivités		5 663	5 858	5 795
Appels en garantie		0	0	0
Total des dépenses d'intervention		35 056	48 797	48 613
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		0	5	5
Dotations en fonds propres		0	59	59
Dépenses de participations financières		0	0	0
Total des dépenses d'opérations financières		0	64	64
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	299 026	47 282	66 408	65 141
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	416 232	76 906	95 653	95 367
Remboursements et dégrèvements	93 014	18 628	30 242	30 242
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	323 218	58 278	65 411	65 125

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 657	867	850	834
Action de la France en Europe et dans le monde	1 734	556	558	542
Rayonnement culturel et scientifique	594	210	207	207
Français à l'étranger et affaires consulaires	329	101	85	85
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 652	611	648	646
Administration territoriale (1)	0	0	0	402
Administration territoriale	1 755	372	427	24
Vie politique, culturelle et associative	264	82	80	80
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	633	157	141	140
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 196	1 002	840	837
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 364	512	317	317
Forêt	393	165	149	149
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	585	154	188	188
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	854	171	186	183
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 538	1 144	1 449	1 386
Aide économique et financière au développement	1 195	491	502	489
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 309	652	940	890
Développement solidaire et migrations	34	1	7	7
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 431	1 469	1 469	1 469
Liens entre la nation et son armée	153	26	35	35
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 181	1 420	1 394	1 394
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	97	23	40	40
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	582	107	105	105
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	324	55	50	50
Conseil économique, social et environnemental	38	19	9	9
Cour des comptes et autres juridictions financières	220	33	46	46
CULTURE	2 947	601	556	555
Patrimoines	1 255	287	250	250
Création	829	155	156	156
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	863	159	150	149
DEFENSE	37 531	5 336	9 082	9 070
Environnement et prospective de la politique de défense	1 768	229	382	382
Préparation et emploi des forces	21 600	3 741	4 981	4 981
Soutien de la politique de la défense	2 835	330	299	287
Equippedement des forces	11 328	1 036	3 420	3 420
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	573	80	101	101
Coordination du travail gouvernemental	487	67	65	65
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	23	23
Protection des droits et libertés	86	13	13	13
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	14 605	2 161	2 107	2 017
Infrastructures et services de transports	5 137	909	834	742
Sécurité et circulation routières	60	3	3	3
Sécurité et affaires maritimes	138	12	17	17
Météorologie	192	47	45	45
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	357	4	9	9
Information géographique et cartographique	74	18	19	19
Prévention des risques	319	30	22	22
Energie et après-mines	842	165	173	173

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 886	973	985	987
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	0	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	0	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	0	-	-
ECONOMIE	8 579	341	373	370
Développement des entreprises et de l'emploi	1 112	202	225	224
Tourisme	60	1	8	8
Statistiques et études économiques	420	96	93	92
Stratégie économique et fiscale	347	42	47	46
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	0	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	4 500	0	-	-
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	44 652	3 729	4 191	4 191
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 950	2 910	3 108	3 108
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	0	0	0
Epargne	1 254	819	1 083	1 083
Majoration de rentes	200	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 325	15 594	15 469	15 465
Enseignement scolaire public du premier degré	17 608	4 449	4 319	4 319
Enseignement scolaire public du second degré	29 040	7 307	7 214	7 214
Vie de l'élève	3 755	1 153	1 136	1 136
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 043	1 875	1 915	1 915
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 110	417	480	473
Enseignement technique agricole	1 269	393	405	408
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	0	-	-
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 725	2 845	2 813	2 773
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 454	2 153	2 063	2 030
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	27	3	3	3
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	359	21	32	32
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	796	135	219	215
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	84	14	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 541	431	427	424
Fonction publique	221	74	69	69
Entretien des bâtiments de l'Etat	243	14	0	0
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	567	45	53	53
Immigration et asile	484	44	52	52
Intégration et accès à la nationalité française	83	1	1	1
JUSTICE	6 867	1 522	1 639	1 638
Justice judiciaire	2 856	659	661	661
Administration pénitentiaire	2 690	473	567	567
Protection judiciaire de la jeunesse	778	151	175	174
Accès au droit et à la justice	295	190	194	194
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	242	49	41	41
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	0	1	1
MEDIAS	1 143	92	78	78
Presse	425	39	38	38
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	6	3	3
Contribution au financement de l'audiovisuel	491	0	0	0
Action audiovisuelle extérieure	198	47	37	37

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 054	587	471	471
Emploi outre-mer	1 312	378	346	346
Conditions de vie outre-mer	742	209	125	125
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	5 080	473	1 104	1 104
Programme exceptionnel d'investissement public	1 699	5	325	325
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	2 623	458	626	626
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	758	10	153	153
POLITIQUE DES TERRITOIRES	377	22	122	122
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	341	21	113	113
Interventions territoriales de l'Etat	36	1	9	9
POUVOIRS PUBLICS	1 019	1 011	1 013	1 013
Présidence de la République	113	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	328	328
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	6	3	3
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	0	0	0
PROVISIONS	63	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	63	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	46 752	6 114	6 808	6 807
Formations supérieures et recherche universitaire	12 161	2 853	3 147	3 147
Vie étudiante	2 019	746	587	587
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 281	1 047	1 368	1 368
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 239	307	305	305
Recherche spatiale	1 290	703	695	695
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	0	71
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	159
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	922	160	312	312
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 284	162	283	52
Recherche duale (civile et militaire)	194	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	159	33	34	34
Enseignement supérieur et recherche agricoles	303	103	77	77
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	0	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	0	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	0	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	0	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	0	-	-
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 727	1 170	1 391	1 391
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 824	871	938	938
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	792	188	178	178
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 111	111	275	275
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 690	587	636	636
Concours financiers aux communes et groupements de communes	777	215	239	239
Concours financiers aux départements	495	1	2	2
Concours financiers aux régions	903	277	277	277
Concours spécifiques et administration	515	94	118	118

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	93 014	18 628	30 242	30 242
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	77 134	16 466	28 393	28 393
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 880	2 162	1 849	1 849
SANTE	1 192	344	267	262
Prévention et sécurité sanitaire	480	154	83	78
Offre de soins et qualité du système de soins	127	15	23	23
Protection maladie	585	175	161	161
SECURITE	16 395	3 881	3 864	3 854
Police nationale	8 757	2 136	2 140	2 135
Gendarmerie nationale	7 638	1 745	1 724	1 719
SECURITE CIVILE	582	86	90	90
Intervention des services opérationnels	288	48	41	41
Coordination des moyens de secours	294	38	49	49
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 296	3 302	3 202	3 171
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 561	250	30	1
Actions en faveur des familles vulnérables	416	88	364	364
Handicap et dépendance	9 137	2 706	2 554	2 554
Egalité entre les hommes et les femmes	30	3	4	4
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 152	255	250	248
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	853	155	177	176
Sport	236	42	48	48
Jeunesse et vie associative	190	20	21	21
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	427	93	108	107
TRAVAIL ET EMPLOI	12 163	2 746	2 781	2 778
Accès et retour à l'emploi	5 919	1 794	1 732	1 732
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 820	759	843	843
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	77	8	23	23
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	847	185	183	180
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	0	-	-
VILLE ET LOGEMENT	8 405	254	1 662	1 662
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 105	165	197	197
Aide à l'accès au logement	5 370	0	1 225	1 225
Développement et amélioration de l'offre de logement	715	10	27	27
Politique de la ville	715	79	213	213
Rénovation thermique des logements (3)	500	0	-	-
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	416 232	76 906	95 653	95 367

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	56 189	16 003	16 337	16 337
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	8 422	672	871	871
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	52 300	9 256	11 241	11 241
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	111	113	113
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	775	627	627
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	9	8	8
Impôt de solidarité sur la fortune	3 847	86	89	89
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	20	23	23
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	109	1	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	99	78	78
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	3	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	4	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	36	12	8	8
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	595	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	0	109	10	10
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 121	0	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4 667	172	-	-
Recettes diverses	388	51	1	1
TOTAL (14)	25 560	1 452	963	963
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 498	3 123	3 139	3 241
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	172 060	42 218	42 254	42 182
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	260	93	87	87
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	40	41	41
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	260	82	68	68
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	620	180	155	155
Mutations à titre gratuit par décès	6 771	1 537	1 453	1 453

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	87	91	91
Taxe de publicité foncière	263	83	83	83
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 791	1 163	1 128	1 128
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	22	19	19
Timbre unique	99	75	68	68
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	358
Autres taxes intérieures	253	114	111	111
Autres droits et recettes accessoires	4	2	1	1
Amendes et confiscations	50	13	2	2
Taxe générale sur les activités polluantes	193	11	9	9
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	291	0	-	-
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	42	43	43
Autres droits et recettes à différents titres	4	7	7	7
Taxe sur les achats de viande	0	-1	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	82	11	13	13
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	14	14	14
Taxe sur certaines dépenses de publicité	58	1	1	1
Taxe de l'aviation civile	70	8	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	21	13	11	11
Produits des jeux exploités par la Française de Jeux	1 807	494	481	481
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	743	164	186	186
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	726	188	153	153
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 289	0	-	-
Autres taxes	157	43	36	36
TOTAL (17)	18 365	4 486	4 262	4 661
TOTAL DES RECETTES FISCALES	347 394	77 210	79 066	79 496
Remboursements et dégrèvements	93 014	18 628	30 242	30 242
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	254 380	58 582	48 824	49 254

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 577	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	400	103	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 891	43	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
TOTAL (21)	6 868	146	0	0
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	260	55	74	74
Autres revenus du domaine public	65	17	16	16
Revenus du domaine privé	40	7	11	11
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	287	24	25	25
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	107	214	97
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	4	2	2
TOTAL (22)	1 849	214	342	225
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	337	54	50	50
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	105	97	97
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	82	18	17	17
Produits de la vente de divers biens	2	0	2	2
Produits de la vente de divers services	205	27	30	30
Autres recettes diverses	10	2	3	3
TOTAL (23)	1 154	206	199	199
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	140	47	19	19
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	1	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	25	2	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	407	4	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	267	33	36	36
Autres avances remboursables sous conditions	7	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	5	3	3
TOTAL (24)	886	92	68	68

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	640	118	123	123
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	56	44	44
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	1	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	2	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	175	201	201
Frais de poursuite	120	21	18	18
Frais de justice et d'instance	12	0	1	1
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	0	1	1
TOTAL (25)	1 886	373	390	390
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	144	58	337	337
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	118	18	17	17
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	18	2	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	94	82	82
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	0	1	1
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	4	0	0	0
Frais d'inscription	8	2	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	2	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	0	0	0
Récupération d'indus	42	5	5	5
Recouvrements après admission en non-valeur	260	54	60	60
Divers versements des Communautés européennes	41	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	12	12	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	1 237	29	21	21
Produits divers	30	0	1	1
Autres produits divers	208	1 066	24	24
TOTAL (26)	3 409	1 344	567	567
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	16 052	2 375	1 566	1 449

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-10 273	-10 212	-10 212
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-640	-160	-150	-150
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	0	-9	-9
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-184	-46	-41	-41
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-586	-146	-160	-160
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 228	-1 557	-1 464	-1 464
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 059	-515	-518	-477
Dotation élu local	-65	-16	-16	-16
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-10	-11	-11
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-10	-19	-19
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-125	-125	-125
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-82	-82	-82
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-165	-165	-165
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-282	-70	-75	-75
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-203	-51	-54	-54
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-4	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-1	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 000	-3	-2 500	-2 500
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-31 798	-7 949	-7 950	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-33	-	-
TOTAL (31)	-85 880	-21 216	-23 552	-15 562
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 153	-6 667	-5 952	-6 064
TOTAL (32)	-18 153	-6 667	-5 952	-6 064
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-104 033	-27 883	-29 504	-21 626
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		489	306	306
Fonds de concours - coopération internationale		114	45	45
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 122	603	351	351
TOTAL GENERAL DES RECETTES	262 535	52 305	51 479	59 670
Remboursements et dégrèvements	93 014	18 628	30 242	30 242
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	169 521	33 677	21 237	29 428

(1) Ligne créée en 2010

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

(EN DEPENSES ET EN RECETTES)

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	7	102	20	101	20	101
Développement agricole et rural	2	21	3	23	3	23
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	194	93	258	93	258
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	152	503	350	503	350
Pensions	12 132	12 364	11 791	13 653	11 791	13 653
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	12 168	12 833	12 410	14 385	12 410	14 385
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	55	25	154	9	154	9
Avances à l'audiovisuel public	781	373	746	359	746	359
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	247	46	118	47	118	47
Avances aux collectivités territoriales	13 521	8 418	11 462	7 568	19 411	7 568
Prêts à des Etats étrangers	25	210	84	18	84	18
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	6	5	1	1	1	1
Total des Comptes de Concours Financiers	14 635	9 077	12 565	8 002	20 514	8 002
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	8	8	174	126	174	126
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11	7	20	16	20	16
Couverture des risques financiers de l'Etat	854	854	875	875	875	875
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	2	1	92	2	92	2
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 558	4 216	3 865	4 080	3 865	4 080
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	6	0	6	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	19	10	34	10	34	10
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	104	115	215	119	215	119
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	5	3	5	3	5	3
Total des Comptes de Commerce	4 561	5 214	5 286	5 231	5 286	5 231
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	46	11	71	35	71	35
Opérations avec le Fonds monétaire international	0	0	7	8	7	8
Pertes et bénéfices de change	2	1	2	9	2	9
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	48	12	80	52	80	52
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	31 412	27 136	30 341	27 670	38 290	27 670
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	31 412	27 136	30 334	27 662	38 283	27 662

Unité : million d'€

Désignation	2010	2009 retraité	2009 exécuté
COMPTES D'AFFECTION SPECIALE			
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	95	81	81
Développement agricole et rural	19	20	20
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	167	165	165
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	152	-153	-153
Pensions	232	1 862	1 862
Total des Comptes d' Affection Spéciale	665	1 975	1 975
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-30	-145	-145
Avances à l'audiovisuel	-408	-387	-387
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-201	-71	-71
Avances aux collectivités territoriales	-5 103	-3 894	-11 843
Prêts à des Etats étrangers	185	-66	-66
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-1	0	0
Total des Comptes de Concours Financiers	-5 558	-4 563	-12 512
COMPTES DE COMMERCE			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	0	-48	-48
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	-4	-4	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	-1	-90	-90
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	658	215	215
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	-6	-6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	-9	-24	-24
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	11	-96	-96
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	-2	-2	-2
Total des Comptes de Commerce	653	-55	-55
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES			
Emission des monnaies métalliques	-35	-36	-36
Opérations avec le Fonds monétaire international	0	1	1
Pertes et bénéfices de change	-1	7	7
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	-36	-28	-28
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	-4 276	-2 671	-10 620
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	-4 276	-2 672	-10 621

Unité : million d'€

		Mars		Cumul au 31 mars 2010		Evolution
		2010	2009	2010	2009	en %
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	32 411	33 868	89 462	93 132	-3,94%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	75	92	214	280	-23,57%
	Autres recettes de fonctionnement	222	701	2 076	1 628	27,52%
	Impôts et taxes encaissés	27 595	27 894	74 068	76 318	-2,95%
	Autres recettes régaliennes	482	478	1 311	1 169	12,15%
	Recettes d'intervention	658	804	1 520	3 174	-52,11%
	Intérêts et dividendes reçus	641	456	1 570	1 267	23,91%
	Autres encaissements	2 738	3 443	8 703	9 296	-6,38%
	Décaissements	39 169	45 120	123 239	135 104	-8,78%
	Dépenses de personnel	12 741	10 032	30 074	30 241	-0,55%
	Achats et prestations externes payés	972	1 671	1 846	3 361	-45,08%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	5 710	9 253	15 063	26 809	-43,81%
	Autres dépenses de fonctionnement	974	1 368	2 937	3 410	-13,87%
	Subventions pour charges de service public versées	677	1 615	5 771	5 299	8,91%
Dépenses d'intervention	12 315	12 858	46 882	40 445	15,92%	
Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	0	-16	0	0,00%	
Intérêts payés	162	272	3 516	3 586	-1,95%	
Autres décaissements	5 618	8 051	17 166	21 953	-21,81%	
	Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	-6 758	-11 252	-33 777	-41 972	19,52%
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	438	1 946	-293	4 606	-106,36%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	403	1 382	-441	3 292	-113,40%
	Immobilisations financières	35	564	148	1 314	-88,74%
	Cessions d'immobilisations	128	290	8 515	8 173	4,18%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	87	21	122	266	-54,14%
	Immobilisations financières	41	269	8 393	7 907	6,15%
	Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-310	-1 656	8 808	3 567	146,93%

Unité : million d'€

	Mars		Cumul au 31 mars 2010		Evolution	
	2010	2009	2010	2009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	22 959	24 390	59 500	75 046	-20,72%
	OAT	15 854	9 506	42 844	25 689	66,78%
	BTAN	8 186	8 067	24 744	23 540	5,11%
	Solde des BTF	-1 081	6 817	-8 088	25 817	-131,33%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	1 942	0	21 950	24 893	-11,82%
	Dettes négociables	1 798	0	21 806	24 893	-12,40%
	OAT	43	0	1 254	8 688	-85,57%
	BTAN	1 755	0	20 552	16 205	26,83%
	Dettes non négociables	144	0	144	0	0,00%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	18	-362	-48	159	-130,19%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	21 035	24 028	37 502	50 312	-25,46%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	2 802	2 133	4 503	5 212	-13,60%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	16 769	13 253	17 036	17 119	-0,48%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	-21 049	-17 342	-21 316	-21 208	-0,51%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-4 280	-4 089	-4 280	-4 089	-4,67%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009		
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin mars	Situation fin mars	
D F T	Organismes d'assurance et de réassurance	19	462	481	0	0	
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	41 973	41 973	11	10	
	Natixis banque	3	272	257	18	19	
	La Poste	2	9	10	1	1	
	Autres organismes à caractère financier	186	58 652	58 624	214	520	
	CEPL	Régions	935	10 400	10 866	469	465
		Départements	3 668	23 708	26 408	968	869
		Communes	15 299	26 645	29 700	12 244	11 666
		Hôpitaux	3 837	22 751	23 112	3 476	2 921
		HLM	192	2 946	3 000	138	100
		Autres CEPL	13 459	23 443	25 571	11 331	10 381
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	39 118	40 154	4 044	4 276
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	5 224	5 333	626	926
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	5 746	6 070	167	138
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	1 885	2 027	596	692
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	13 108	1 912	2 235	12 785	13 816	
	Communautés européennes	1 284	10 314	11 037	561	1 391	
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	71	63	94	40	43
		GIP	230	597	536	291	187
		EPL	1 876	2 651	2 214	2 313	2 214
Autres correspondants		3 106	8 371	7 157	4 320	1 481	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		1	0	1		0	
Intérêts courus sur comptes DFT		61	0	61	0	0	
C A T	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 851	1 539	1 400	1 990	1 992	
	Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF	0	0	0	0	0	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	492	1 042	364	1 170	409	
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	0	4	0	0	
Total Passif (I)	66 739	289 723	298 689	57 773	54 517		
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1		
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	1	0	1	0	0		
Total Actif (II)	2	0	1	1	1		
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	66 737	289 723	298 688	57 772	54 516		

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2010				Exercice 2009	
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin mars	Situation fin mars	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	41 559	1 229	759 177	696 473
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	24 020	20 476	218 562	204 815
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	115 578	116 608	213 090	164 098
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 147 985	181 157	138 313	1 190 829	1 065 386
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	6
	Dettes exigibles:	249	133 015	133 016	248	253
	- OAT	0	0	0	0	0
	- BTAN	0	16 285	16 285	0	0
	- BTF	0	116 608	116 608	0	0
	- Autres titres non négociables	249	122	123	248	253
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	249	133 015	133 016	248	259	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	10 486	9	122	10 373	11 777
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 158 720	314 181	271 451	1 201 450	1 077 422	